

La Russie et les États limitrophes

Christian Rakovsky

Source : « Vossische Zeitung », 25 mars 1922, p. 1. Traduction et notes MIA.

Le président de la République soviétique d'Ukraine, Christian Rakovsky, qui se rendra à Gênes¹ en tant que délégué, s'est exprimé auprès de notre collaborateur, le professeur Ludwig Stein, sur une série de questions d'actualité.

Rakovsky est délégué à la conférence de Riga², à laquelle la République soviétique a convié les États limitrophes afin de discuter de la position à adopter à Gênes.

« Je ne sais pas encore, a déclaré Rakovsky, si cette conférence aura lieu. Les États limitrophes sont invités. Tant la Pologne que les États baltes ont donné leur accord. Mais, compte tenu du manque de temps, ils ont indiqué que leurs représentants pour Gênes ne pourraient pas participer en personne à cette conférence, que nous avons convoquée pour le 28 mars. Ils se feront donc représenter par leurs délégués accrédités auprès du gouvernement local. Je ne peux donc affirmer si, dans ces conditions, la conférence de Riga aura l'autorité nécessaire pour trancher utilement des questions décisives.

Quoi qu'il en soit, une telle conférence, permettant un échange de vues sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de Gênes — comme les questions relatives aux dettes de l'ancien gouvernement tsariste, aux taux de change, aux devises, aux transports et à la reconstruction de l'Europe orientale — serait très utile. Outre ces problèmes, il reste une question qui pourrait être précieuse pour nos relations : celle de la surveillance de nos frontières.

1 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Sa convocation avait été officiellement adoptée par le Conseil Suprême Allié réuni à Cannes le 6 janvier 1922. Pour la première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit également à aucun résultat.

2 La conférence de Riga rassembla dans cette ville du 30 mars au 1er avril des représentants diplomatiques de la Russie soviétique, des États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) ainsi que la Pologne. Elle visait à normaliser les relations entre la Russie et ses plus proches voisins (les discussions portèrent sur la reconnaissance de jure, les frontières, les questions économiques et de sécurité) et à les empêcher ainsi de présenter un front uni hostile avec les grandes puissances impérialistes lors de la Conférence de Gênes qui suivit peu après.

Nos expériences dans la lutte de ces quatre dernières années nous ont enseigné la prudence. Au printemps dernier, nous avons connu la révolte de Kronstadt, dont le but évident n'était autre que de saboter le traité commercial que nous nous apprêtons à signer avec l'Angleterre.³ À l'automne dernier, nous avons subi l'invasion de bandes en Carélie et en Ukraine. Il s'agissait de groupes organisés, soutenus par des instances officielles en Finlande, en Pologne et en Roumanie. Nous disposons de preuves incontestables que des attaques similaires se préparent contre nous à l'approche de la conférence de Gênes. Nous ne pouvons tolérer de telles manœuvres et avons dû nous défendre contre cette guerre de bandes en érigeant des barrières à nos frontières. Dans le même temps, nous affirmons notre volonté et notre disposition à manifester notre bonne foi et nos intentions pacifiques en négociant avec les États limitrophes voisins et en convenant de mesures propres à garantir la surveillance de nos frontières. »

Intervenant sur la question de la note de la Commission des réparations⁴, Rakovsky a déclaré :

« Je n'y vois qu'une nouvelle preuve des difficultés et contradictions inévitables dans lesquelles les vainqueurs et les vaincus de cette dernière guerre mondiale impérialiste se sont nécessairement engagés. Pour l'observateur objectif, ce n'est pas tant le contenu de ce document – qui ne vise qu'à servir de base de discussion – qui importe, que les motifs qui l'ont suscité. On y perçoit la pression de la bourgeoisie moyenne et petite de France, à qui l'on aurait promis des montagnes d'or, et pour qui les milliards réels se dissipent comme un mirage.

Ces petits-bourgeois se trouvent désormais confrontés à la triste réalité : le commerce s'effondre, la monnaie se déprécie, le coût des denrées alimentaires et des impôts ne cesse d'augmenter. Cette note de la Commission des réparations ne fait que fournir un argument supplémentaire à ceux qui répètent inlassablement que la reconstruction de l'Europe, tout comme la restauration de la France, ne peut s'accomplir que par le biais d'un accord international. Tôt ou tard, il est absolument nécessaire que le monde entier s'approprie cette conviction, qui s'impose avec une évidence impérieuse.

On nous reproche, à nous communistes russes, d'avoir désorganisé la vie économique de la Russie. À cela, nous pouvons rétorquer en posant cette question à l'Europe et à l'Amérique, qui disposent pourtant de richesses inouïes : qu'avez-vous fait durant ces quatre années de paix pour organiser la production mondiale ?

Certes, il semble qu'une nouvelle mentalité pacifiste et industrielle se soit développée, qui n'espère résoudre la crise mondiale actuelle que par la coopération de toutes les forces. Cette disposition d'esprit rappelle celle qui s'était imposée en Europe il y a plus d'un siècle, après l'époque des guerres napoléoniennes. La conférence de Gênes révèle à quel point les hommes d'État modernes - dont certains ont dirigé les partis belligérants et doivent leur carrière politique à la guerre - se sont peu à peu adaptés à cette nouvelle mentalité pacifiste.

L'hiver 1919-1920 [en Russie] fut l'un des plus terribles qu'aient connu les populations urbaines et rurales, ainsi que l'Armée Rouge. Le typhus a emporté environ dix millions d'habitants. La contamination s'est souvent propagée par l'intermédiaire des armées contre-révolutionnaires, des prisonniers de guerre et des villes libérées qui sont devenues des foyers d'épidémies. Lorsque nous avons pénétré en Ukraine début 1920 et chassé Dénikine, nous avons recensé plus de 100 000 cas de typhus dans le gouvernement de Poltava. Le nombre de malades non enregistrés était probablement bien plus élevé encore. Le taux de mortalité parmi les malades du typhus s'élevait à 8-10%. Dans les

3 Il s'agit de l'Accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921, dans lequel les deux parties s'engageaient à reprendre leurs échanges commerciaux et à s'abstenir mutuellement de tout acte et de toute propagande hostile. Cet accord signifiait dans les faits une sorte d'accord de paix et la reconnaissance de la Russie soviétique par l'une des principales puissances impérialistes.

4 Il s'agit des colossales indemnités que l'Allemagne, grande perdante de la Première guerre impérialiste, devait respecter à l'égard des puissances victorieuses au titre de réparations pour les dommages subis.

rues de Nikopol, par exemple, les cadavres s'entassaient par piles. Grâce aux mesures énergiques du gouvernement soviétique, nous avons pu mettre un frein à ce fléau.

L'hiver 1920-1921 s'était relativement bien passé lorsqu'apparut soudain la famine dans la région de la Volga, ramenant avec elle les épidémies. Le typhus fit son retour en même temps que le choléra. En janvier de cette année, nous avons compté 300 cas de choléra dans les environs de Kiev, importés par le cours de la Volga. Nous luttons de toutes nos forces contre ce fléau national, mais ce qui nous manque, ce ne sont pas tant les hommes prêts à combattre le mal, que les médicaments, les vivres et les instruments médicaux.

En ce moment même se tient à Varsovie une conférence internationale d'hygiène à laquelle participent aussi bien la Russie que l'Ukraine soviétiques. Ses travaux seront, je l'espère, utiles tout en restant libres de tout préjugé politique. Il faut convaincre nos paysans qu'on leur vient en aide en combattant les microbes, et non les Soviets. »